



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

surdité

Question écrite n  43847

Texte de la question

M. Denis Jacquat appelle l'attention de Mme la secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale sur les pathologies de la fonction auditive qui occupent une part de plus en plus grande. Le vieillissement croissant de la population est un des facteurs de l'accroissement de ce problème de santé publique. Il convient ainsi de souligner que les deux tiers des 4 à 6 millions de sourds et de malentendants sont âgés de plus de soixante-cinq ans. Or on sait que cette altération de la fonction auditive (ou presbyacousie) qui survient progressivement et souvent de façon insidieuse, peut désormais être améliorée par des traitements orthophoniques, psychologiques ou des appareillages auditifs. Ainsi, un dépistage précoce s'avère-t-il nécessaire afin que tous les moyens soient mis en oeuvre pour éviter l'isolement dans lequel s'enferment souvent les personnes âgées atteintes de presbyacousie. Il la remercie de bien vouloir lui faire connaître ses intentions en la matière.

Texte de la réponse

L'attention de Mme la secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés est attirée sur la fréquence des affections auditives chez les personnes âgées et sur l'intérêt du dépistage de la presbyacousie. Il est exact qu'il s'agit d'un problème de santé publique en raison de sa fréquence, qui tend à augmenter du fait du vieillissement de la population, et de ses conséquences, notamment sociales, qui favorisent l'isolement des personnes âgées. Le diagnostic de la presbyacousie peut habituellement être réalisé à partir des actes remboursés par l'assurance maladie sans qu'il existe de réelles « files d'attente » pour réaliser ces examens. Les limitations éventuelles au dépistage de cette affection correspondent d'abord à une relative méconnaissance du problème, voire à un certain défaitisme. Il en est d'ailleurs de même pour d'autres affections dont la fréquence augmente avec l'âge. Par ailleurs, eu égard au nombre d'affections dont sont atteintes en moyenne les personnes âgées, il convient de mettre en place une approche globale. C'est pourquoi, une circulaire récente (circulaire du 16 novembre 1999) incite les établissements sanitaires à s'organiser en réseaux pour développer des centres d'évaluation de premier niveau (proximité) et à mettre en place des centres d'évaluation de second niveau. Les services du secrétariat d'Etat à la santé et aux handicapés procèdent actuellement à une enquête pour mieux connaître ces centres d'évaluation et pour suivre leur développement. Sur un plan plus général, il convient de rappeler que la prévention des surdités passe également par le problème plus général de celle de l'exposition au bruit, qu'il soit d'origine professionnel, environnemental ou domestique.

Données clés

Auteur : [M. Denis Jacquat](#)

Circonscription : Moselle (2^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question  crite

Numéro de la question : 43847

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : santé et action sociale

Ministère attributaire : santé et handicapés

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mars 2000, page 1959

Réponse publiée le : 31 juillet 2000, page 4609